

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18887 - 73ÈME ANNÉE

Ce que rappelle la tempête Temblin aux Philippines

Le danger d'une Ecocité en zone littorale



La catastrophe provoquée par la tempête Temblin aux Philippines met à nouveau l'accent sur les erreurs à ne pas commettre dans l'aménagement du territoire à La Réunion. Parmi celles-ci, l'idée de construire une ville nouvelle à Cambaie, une plaine littorale.

Vendredi, un cyclone a touché les Philippines. 240 morts sont à dénombrer. Les vents et les inondations ont fait des dégâts considérables. 500.000 personnes ont besoin d'une aide urgente, 152.000 ont dû être évacuées dont 90.000 vers des centres d'hébergement. Quand elles reviennent, elles ne savent pas si elles pourront encore habiter leur maison.

Ce nouvel événement dramatique vient rappeler la force des cyclones, ainsi que la vulnérabilité de La Réunion à ce phénomène. Notre île est en effet située dans la zone tropicale, un cyclone peut donc la toucher. Le bilan de Temblin aux Philippines rappelle le souvenir du cyclone de 1948 à La Réunion qui fit de nombreuses victimes et transforma le centre-ville de Saint-Leu en lit de rivière.

La Réunion a un relief singulier qui amplifie les dégâts des eaux de ruissellement. Elle dévale rapidement de la montagne vers une étroite bande littorale. Quand ce secteur subit en même temps la montée du niveau de la mer causée par le cyclone, alors l'eau s'accumule et peut noyer une ville.

Manifestement, ces données semblent avoir été oubliés par les promoteurs d'une Ecocité à Cambaie. C'est une zone littorale au pied de la montagne, et il est prévu d'y construire une ville nouvelle de plusieurs dizaines de milliers d'habitants.

Les vues d'artistes qui présentent le projet dévoilent les constructions d'une ville normale. Elles ne montrent pas une prise en compte du risque d'inondation qui surviendra tôt ou tard.

Adaptations possibles ailleurs

En France, plusieurs communes ont construit en prenant en compte ce risque. C'est la condition nécessaire pour ne pas à être contraint à évacuer définitivement. Le rez-de-chaussée est inoccupé par des logements ou des commerces. Ils servent de jardins ou de parking, en sachant qu'en cas d'alerte à inondation, les véhicules ont le temps d'être mis à l'abri. Cela suppose qu'il existe une solution de repli dans ce cas. C'est possible en France du fait de la superficie de ce pays. C'est bien plus difficile à La Réunion, compte-tenu de l'exiguïté du territoire et de la densité de population.

Ne pas construire en zone inondable

Cela signifie donc que la meilleure anticipation du risque, c'est tout simplement de ne pas construire de ville nouvelle dans une zone du littoral à La Réunion. L'accent doit plutôt être mis sur l'aménagement de villes nouvelles à mi-hauteur. La construction de la route des Tamarrins a créé le premier axe d'aména-

gement de ce secteur. Son prolongement vers l'Est et le Sud est une condition nécessaire à l'aménagement d'un territoire dont les nouvelles constructions ne seront plus soumises au risque d'inondation. Une nouvelle politique est donc nécessaire.

M.M.

Tempête Tembin aux Philippines : plus d'un demi-million de personnes ont besoin d'aide

555.400 personnes aux Philippines sont affectées par le passage de la tempête Tembin, a annoncé, mardi, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

La tempête tropicale qui s'est abattue vendredi matin sur Mindanao - la deuxième île des Philippines - a été particulièrement meurtrière. A ce jour, 240 morts ont été confirmés par les autorités philippines. Ce chiffre pourrait augmenter au fur et à mesure que les rapports de terrain arrivent et que les efforts de recherche et de sauvetage des autorités locales se poursuivent.

L'île de Mindanao, a été sévèrement touchée par le passage de Tembin. Plus de 1.500 maisons ont été détruites et plus de 800 sont endommagées. Les crues soudaines et les glissements de terrain menacent toujours la population. Selon OCHA, 152.000 personnes sont déplacées en raison des dommages causés par la tempête. Plus de 90.000 personnes sont actuellement hébergées dans 246 centres d'évacuation dans les zones touchées et environ 61.000 personnes sont hébergées par des parents et des amis. Déjà victimes du conflit qui a éclaté il y a sept mois dans la ville de Marawi, la population locale est de nouveau contrainte au déplacement en raison des dommages causés par la tempête, Leurs tentes ayant été détruites par les vents et la pluie.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a pré-positionné de l'aide humanitaire prête à être acheminée dans les zones touchées par le passage de la tempête. Pour le Fonds, des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène ainsi que l'acheminement de nourriture et la délivrance de soins aux victimes sont les besoins les plus immédiats et les plus vitaux. L'aide humanitaire prête à être acheminée par l'agence onusienne comprend des kits d'eau, de grandes citernes d'eau à usage communautaire, des tablettes de purification d'eau, des jerrycans et des tentes. « L'UNICEF est prête à aider le gouvernement et les partenaires à faire face aux risques pour la vie et la santé des enfants et à atténuer au mieux les souffrances des communautés touchées », avait déclaré Lotta Sylwander, représentante de l'UNICEF aux Philippines, dans un communiqué publié dimanche.

Sur le terrain, l'UNICEF et ses partenaires travaillent sans relâche pour évaluer l'étendue des dégâts et des pertes et suit de près la situation des enfants et des familles touchés par la tempête tropicale. L'aide du Fonds vise en priorité les enfants. Dans tout contexte d'urgence, les enfants figurent parmi les personnes les plus vulnérables et l'agence onusienne souligne qu'ils doivent être protégés de l'eau contaminée, du manque de nourriture et des épidémies qui surviennent souvent à la suite d'une catastrophe naturelle.

Edito

Maurice vers l'économie de la connaissance, La Réunion encore en retard

Lundi, la présidente de la République de Maurice s'est adressée à ses compatriotes à l'occasion de son message de Noël. Cela lui a permis de décliner une stratégie visant à assurer le développement de son pays. En plus des secteurs traditionnels qui sont le sucre, la finance, la pêche, le tourisme et les technologies de la communication, Ameenah Gurib-Fakim a insisté sur un autre atout, la jeunesse. Pour l'exploiter pleinement, Maurice mise sur la formation et l'ouverture sur l'Afrique.

« L'Afrique aura besoin, dans les années à venir, des compétences telles que des ingénieurs, des chercheurs, des informaticiens et c'est la raison pour laquelle, nous devons préparer nos jeunes talents afin de permettre à Maurice d'être un interface entre les continents africain et asiatique », a-t-elle déclaré. Et de rappeler que « le gouvernement a identifié l'économie de la connaissance axée sur les services, l'énergie verte, l'économie océanique, la science et tant d'autres ».

Cette stratégie n'est pas sans rappeler celle qui avait commencé à être mise en œuvre jusqu'en 2010 à La Réunion. Il s'agissait à l'époque d'utiliser un avantage comparatif dont disposait notre île, celui de la formation de sa jeunesse. En combinant l'élévation du niveau de formation et l'ouverture sur la région, La Réunion aurait pu se positionner comme un hub de la connaissance. Ceci aurait alors permis à des jeunes d'aller mettre leurs compétences au service du développement de pays de notre région, plutôt que d'être confronté au choix entre le chômage ou

l'exil en France.

L'intervention de la présidente de Maurice montre que nos voisins n'ont pas perdu leur temps. Maurice a récemment signé un partenariat avec des universités et Grande écoles françaises pour devenir le hub de la connaissance dans l'océan Indien. Elle bénéficiera pour cela de soutien de fonds européens et de l'Agence française de développement. Autant dire que l'avantage comparatif dont disposait La Réunion dans ce domaine ne sera bientôt plus qu'un souvenir.

C'est là que l'on peut mesurer les effets de la situation bloquée subie par La Réunion. L'Université francophone de l'océan Indien n'a pas pu se réaliser, c'est pourtant le dernier atout de notre île dans le domaine de l'économie de la connaissance. Le regard tourné vers la France et ignorant les pays voisins va se payer lourdement si une autre politique n'est pas rapidement mise en œuvre. Les besoins de connaissance existent dans notre région, et c'est Maurice qui va les combler.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Les Comores misent sur les énergies renouvelables

Les rivières pour produire de l'électricité

Dans les villages, le gouvernement malgache et des opérateurs privés, aidés par la Commission de l'océan Indien et l'Europe, construisent des mini-centrales hydro-électriques. Des projets attendus avec impatience par les habitants.



Le potentiel hydro-électrique de Madagascar suffirait à éclairer tout le pays.

Dans une explosion sonore et un nuage noir, Olivier allume son engin fonctionnant au diesel : un décortiqueur, qui permet de séparer les balles des grains de riz. Derrière la cabane en bois, les poules picorent, pas gênées par le bruit et la fumée. L'ouvrier, lui, attend avec impatience l'arrivée de l'électricité dans son village d'Amipasimbe, à 5 heures de route à l'Est de Tana, la capitale de la Grande Île. La petite entreprise pourra alors s'équiper d'un moteur plus économique et moins polluant. Comme 94 % des Malgaches vivant à la campagne – la très grande majorité des 26 millions d'habitants – Olivier n'a

pas accès au réseau de la Jirama, l'équivalent à Madagascar d'EDF en France.

Alors, pour cuisiner, il faut recourir au charbon de bois et détruire les forêts d'eucalyptus. Pour s'éclairer, les habitants qui en ont les moyens peuvent acheter de petits panneaux photovoltaïques ou des groupes électrogènes. Mais difficile, voire impossible avec ces moyens du bord d'alimenter tous les équipements nécessaires à la vie quotidienne. À Amboasoary, autre village à 200 kilomètres à l'Est de Tana, Florentine tient un hotely, modeste restaurant où elle sert du riz et du ti-lapia, un poisson d'eau douce, aux

voyageurs. « Ça va pour les ampoules, mais je ne peux pas faire fonctionner le congélateur », regrette la matrone, qui dispose d'une petite installation solaire sur son toit en tôle. Le coca-cola est donc servi tiède aux clients et les aliments conservés tant bien que mal.

Cascades et barrages

Comment sortir de cette pénurie de watts ? L'Agence pour le développement de l'électricité rurale, une émanation du gouvernement, mise sur les énergies renouvelables, notamment l'hydro-électricité. Le potentiel des rivières serait suffisant pour alimenter tout le pays, selon, Milson Ratsaraefadahy, le directeur technique. Le fluet bonhomme sillonne le pays pour dénicher les cours d'eau dont le débit serait assez soutenu pour alimenter une turbine. « Je cherche, parfois à quatre pattes », sourit-il.

Nous descendons avec lui dans des gorges serpentant à travers des collines autrefois boisées, à quelques kilomètres d'Amipasimbe. Une superbe cascade tombe en escaliers sur des dalles beiges et ocre ; c'est là qu'un barrage va être dressé, pour électrifier quatre villages. L'Union européenne et la Commission de l'océan Indien, qui milite pour le développement des énergies renouvelables dans des îles aujourd'hui dépendantes des combustibles fossiles, ont versé 500 000 euros sur le 1,3 million nécessaire au chantier. Le solde sera pourvu par des opérateurs privés.

« Les mêmes droits que les citadins »

Le gouvernement malgache espère desservir 70 % des ménages en 2030, en grande partie grâce à cette

ressource en eau. Dix sites ont d'ores et déjà été identifiés dans le pays. Un objectif ambitieux... et compliqué. Quand les mini-centrales ne sont pas la proie des voleurs (les câbles d'aluminium sont convoités, car ils servent à fabriquer des marmites), elles sont parfois victimes des aléas naturels. C'est ce qui s'est passé non loin d'Amboasary, où une installation a été détruite par une coulée de boue, qui a en outre causé la mort de deux personnes, en 2014. Le barrage a lui tenu, mais derrière la paroi en ciment, en lieu et place de la retenue d'eau, des agriculteurs entretiennent maintenant des rizières. Paul Rakotondralambo, le patron de l'entreprise BETC qui a obtenu les droits d'exploitation de la centrale, ne s'est pas découragé. À 71 ans, le retraité de la Jirama, l'opérateur national, multiplie les chantiers de cette nature, dans l'espoir de « donner aux gens des campagnes les mêmes droits que les citoyens ». Il a déposé à son tour un projet auprès de la COI et de l'Europe et obtenu une aide de 330 000 euros, pour reconstruire une conduite forcée et installer une turbine plus puissante. La centrale produira 70 Kw et pourra subvenir aux besoins primaires de quelque 700 ménages environnants.

Turbines malgaches

Le pays ne pourrait consentir ces investissements sans le partenariat avec le privé – le secteur a été libéralisé en l'an 2000- et les aides internationales. C'est justement pour réduire les coûts que l'association Patmad, dans la banlieue de Tana, fabrique elle-même des turbines hydrauliques. Les premières ne produisaient que 300 watts et n'alimentaient que les ampoules de cinq ou six ménages. « Les autres villageois étaient jaloux, on a arrêté », regrette Bako Andrianirinah, la directrice exécutive. Depuis, les 15 salariés, aidés par des ingénieurs suisses, se sont attelés à des machines un peu plus performantes dont une turbine « Banki » de 100 Kilowatts. Dans le cadre de ce projet, là encore soutenu par la COI, un « socio-organisateur » aidera les villageois à profiter de la fée électricité pour lancer des activités génératrices de revenus.

**2R2D Réseau des Reporters
en Développement Durable
Océan Indien
Nazir Abderemane Daoud**

Investir 1.000 milliards de dollars pour l'énergie solaire

L'Alliance solaire internationale reconnue organisation internationale

L'Alliance solaire internationale (ISA), un groupe de 121 pays riches en ressources solaires, est officiellement entrée en vigueur et a acquis le statut d'organisation internationale le 7 décembre dernier.



de limiter la hausse des températures moyennes mondiales bien au-dessous de 2°C et aussi proches que possible de 1,5°C. Accélérer la transition vers une économie sobre en carbone et stimuler les investissements dans la construction d'infrastructures pour les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire, est essentiel pour atteindre les objectifs de Paris.

A l'occasion de l'entrée en vigueur de l'accord, le directeur général par intérim de l'Alliance solaire internationale Upendra Tripathy a souligné l'importance de la déclaration de Paris 2015 sur l'ISA qui vise à mettre l'énergie propre, abordable et renouvelable à la portée de tous et assurer la promotion d'une énergie verte, propre et durable.

La Déclaration de l'ISA lors du Sommet de Paris a reconnu que le développement durable, l'accès universel à l'énergie et la sécurité énergétique étaient essentiels à la prospérité partagée et à l'avenir de la planète, reconnaissant la nécessité de rendre l'énergie propre et renouvelable accessible à tous.

Pour rendre l'énergie solaire abordable aux plus pauvres, l'ISA souligne l'importance de canaliser le capital, de réduire les coûts par des mécanismes financiers, de promouvoir l'accès universel à l'énergie et d'aider à la création de normes communes pour garantir une qualité de produits adéquate dans l'utilisation des produits par les pays membres.

L'accord-cadre a été ratifié par 19 pays: Inde, France, Australie, Bangladesh, Comores, Fidji, France, Ghana, Guinée, île Maurice, Seychelles, Somalie, Soudan du Sud et Tuvalu.

L'Alliance, dont le siège est à Gurugram en Inde, a pour objectif de déployer plus de 1.000 gigawatts d'énergie solaire et de mobiliser plus de 1.000 milliards de dollars en énergie solaire d'ici 2030, en facilitant et en accélérant le déploiement à grande échelle de l'énergie solaire dans les pays en développement afin de répondre à la forte demande énergétique et d'aider à lutter contre le changement climatique.

L'initiative - lancée par la France et l'Inde lors de la conférence de Paris pour le climat en décembre 2015 par le Premier ministre indien Narendra Modi et le président français François Hollande - a été ratifiée à ce jour par 19 pays membres. L'annonce de son statut d'organisation internationale est intervenue peu avant le 2e anniversaire de l'Accord de Paris sur le changement climatique et du One Planet Summit.

L'objectif central de l'Accord de Paris sur le changement climatique est

Pour soutenir l'innovation

António Guterres souligne la nécessité d'une gouvernance de l'Internet

Une gouvernance adéquate est essentielle pour concrétiser la vaste promesse de l'Internet pour un monde meilleur pour tous, a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, lundi lors du forum annuel des Nations unies sur la gouvernance de l'Internet.

« L'Internet et les nouvelles technologies en général, ont un rôle immense à jouer pour nous aider à relever les défis mondiaux du développement durable », a déclaré M. Guterres dans son message vidéo à l'ouverture du 12e Forum des Nations unies sur la gouvernance de l'Internet à Genève, en Suisse, qui se déroule jusqu'au 21 décembre. « Mais il existe un danger croissant que l'Internet puisse être utilisé pour la polarisation, la division et l'activité criminelle », a-t-il ajouté. Un communiqué de l'Onu a déclaré que le thème de cette année était « Façonnez votre avenir numérique ! ». M. Guterres a noté qu'Internet doit servir à améliorer la condition humaine, ce qui signifie

combler le fossé numérique en fonction de la localité, des moyens et du genre. « Et cela signifie aussi, établir une gouvernance qui soutienne l'innovation tout en respectant les droits de l'homme et en protégeant la société », a-t-il déclaré.

L'IGF est reconnu comme le forum international le plus large sur la gouvernance de l'Internet et est à l'avant-garde de l'identification et du débat des questions critiques qui façonnent l'agenda international. Son mandat a été renouvelé pour 10 ans lors du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) en décembre 2015. Le communiqué indique que la 12e IGF abordera certains des problèmes de gouvernance de l'Internet les plus

urgents aujourd'hui : la connectivité et l'accès ; l'impact d'Internet sur le développement durable et la croissance économique ; les droits de l'homme en ligne ; les questions de genre ; la cyber-sécurité ; la collaboration multipartite aux niveaux national, régional et mondial ; les technologies émergentes et les tendances telles que l'intelligence artificielle, les données volumineuses, les fausses nouvelles et la réalité virtuelle et plein d'autres. Ces discussions serviront d'intrants vers la mise en œuvre de l'Agenda 2030, qui repose sur une utilisation robuste et stratégique des TIC et de bonnes politiques Internet.

Selon la présidente Gurib-Fakim

L'Afrique est un marché important pour Maurice

L'Afrique est un marché important pour les Mauriciens, et ce pays devrait agir comme un interface entre les continents africain et asiatique, a estimé la présidente mauricienne, Mme Ameenah Gurib-Fakim, dans le traditionnel message de Noël adressé lundi soir à ses compatriotes.

Mme Gurib-Fakim a indiqué que Maurice devrait poursuivre ses efforts pour trouver de nouveaux marchés et, selon elle, l'Afrique est un marché important avec presque 1.2 milliard d'habitants. « L'Afrique aura besoin, dans les années à venir, des compétences telles que des ingénieurs, des chercheurs, des informaticiens et c'est la raison pour laquelle, nous devons préparer nos jeunes talents afin de permettre à Maurice d'être un interface entre les continents africain et asiatique », a-t-elle souligné.

La présidente a dit sa confiance dans la jeunesse mauricienne et dans sa capacité à aider à trans-

former l'Île Maurice. « Pour cela, il nous faut travailler, continuer à faire des efforts et être discipliné afin de pouvoir développer une culture de mérite, de productivité, de qualité et d'excellence », a-t-elle estimé, affirmant sa conviction que les Mauriciens ont les capacités et les ressources nécessaires de relever ensemble ce nouveau défi. « Nous devons continuer à consolider les secteurs économiques traditionnels et accélérer la diversification économique dans de nouveaux secteurs. Parmi ceux-ci, le gouvernement a identifié l'économie de la connaissance axée sur les services, l'énergie verte, l'économie océanique, la science et tant d'autres », a indiqué

la présidente.

Selon Mme Gurib-Fakim, si l'économie reste la clé du développement d'un pays, on ne doit pas négliger les valeurs que sont la solidarité, la discipline, le travail et le partage. Selon elle, il ne s'agit pas seulement de créer des emplois, mais également de s'assurer « qu'il y ait la santé et la sécurité au travail et aussi payer des salaires raisonnables et équitables entre les hommes et les femmes ».

Au chapitre de l'environnement, Mme Gurib-Fakim a appelé à « veiller à ce que nos activités économiques ne dégradent davantage notre l'environnement en encourageant l'énergie propre et en recyclant nos déchets ».

Che Guevara, apôtre des opprimés III

Che Guevara : un révolutionnaire intégral

Le cinquantième anniversaire de l'assassinat du Che en Bolivie le 9 octobre 1967 offre l'occasion de revenir sur le parcours du révolutionnaire cubano-argentin qui a dédié sa vie à la défense des « Damnés de la terre ».



Que signifie la consigne : « Travail, études, fusil » du Che ?

Ce mot d'ordre, qui est aujourd'hui la maxime de l'Union de la jeunesse communiste de Cuba, fut lancé par le Che en octobre 1962 lors de la création de cette institution. En un mot, la jeunesse devait être l'avant-garde révolutionnaire dans tous les secteurs de la société, et constituer le premier contingent de volontaires pour les besoins du pays. Les jeunes devaient être les plus dévoués au travail, les premiers dans les études et surtout la première ligne pour ce qui était de la défense de la nation.

Dans quel contexte le Che avait-il connu Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir ?

La rencontre eut lieu en 1960 à Cuba dans le bureau du Président de la Banque centrale, puisque le Che occupait cette fonction à cette époque. Sartre et Simone de Beauvoir avaient réalisé un séjour d'un mois à Cuba. Pour Sartre, le Che était le symbole de la jeune révolution cubaine. Il convient de rappeler qu'en 1960, Fidel Castro était âgé d'à peine 34 ans et qu'il était le plus vieux des leaders révolutionnaires. Pour Sartre, seule la jeunesse disposait de l'énergie et de la pureté nécessaires pour réaliser une révolution. Le philosophe avait été grandement impressionné par la vitalité du processus révolutionnaire cubain et par l'espoir et l'enthousiasme qu'il suscitait chez le peuple. Une société nouvelle, plus juste, était en pleine

construction et l'on défiait l'impossible. Sartre et Simone de Beauvoir étaient admiratifs face à l'intelligence du Che et furent frappés par l'aspect insolite de sa fonction qui ne correspondait en rien à sa personnalité.

Le Che était-il un révolutionnaire critique ?

Le Che a toujours été d'une grande exigence et il l'appliquait d'abord à sa propre personne. Il ne supportait pas le dilettantisme et le travail mal fait. Il avait en sainte horreur la bureaucratie, qui était le fléau du processus révolutionnaire. Avec son humour caustique et son franc-parler, il n'hésitait pas à pointer du doigt les dysfonctionnements présents au sein de l'administration et la tendance funeste à copier des modèles inadaptés à la réalité cubaine. Selon lui, la Révolution devait créer son propre modèle de société en s'inspirant des expériences historiques à travers le monde, mais sans pour autant tomber dans un dogmatisme destructeur. Il avait été l'un des premiers à dénoncer les lourdeurs bureaucratiques qui devenaient les alliées objectives de la contre-révolution.

*Salim Lamrani
Université de La Réunion*

In kozman pou la rout

« La mor i frékant bann kaz an paye, konm bann gran palé »

Pèrsonè i pé pa donn amoin la démanti la dsi ! Pars la vi, sa lé konmsa : ou i marsh kate pate gran matin, dsi dé pate l'èr i ariv midi, épi dsi troi pate lo soir. Mi pans zot i koné sa konm moin pars dann tan Ulysse, in roi grèk démèrdèr, té i koz déza konmsa. Ou lé éné, ou la grandi épi in zour ou i sava l'ot koté la vi. Rish aou, maléré aou, la mor i vient rap aou koté ou i lé. Fransh vérité, mon bann dalone dalon si la vi té i ashté, kroï amoin bann rishar nora pa mor zamé. Sof in n'afèr, sak nana l'arzan i pé gingn lo bon soin é sak lé o flan lo mové soin : inn i done in kou d'pous la vi, é l'ot i done pa. Mé nana pou réfléshi la dsi é sé pou sa mi lèss azot kass z'ot koko é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

L'avé in foi Bernard z'ésklav siplisyé mèm étan mor/dézyèm morso

La fé in nouvo prosé. L'èrla lo kadav lé antéré mélo tribinal la déside mèm kondanasyon pou li. Fé trènn ali par in shoval dsi in tréyi l'ozyé dopi Sint Sizane ziska Sintandré. Aprésa pandiye ali par son pyé avèk in poto spésyal koté bazar Sintandré. Aprésa ankor zète ali dann la voiri san antéré konmsa lo shien nora manj ali, sansa li nora pouri an plas.

Alors, lo troi, moi d'aout, tribinal la desid an rapel fé détèr lo kadav Bernar pou fé sibir ali son siplis. I prétan dir lavé in bon pé dmoun pou vnir oir so drol léspéktak : bann mètr té pou tir z'ot vanzans, bann zésklav té blizé vnir oir lo zafèr pou an avoir pèr pou lontan, épi bann démoun i yèm gard bann zafèr i fo pa rogardé.

Kant a Bernard, la fé avèk li tout zafèr lavé marké dann zizman : la trènn ali partou déyèr in shoval, la pandiy ali par son pié déssi la plas bazar. Aprésa, la zète son kor dann zordir, pou li kontinié pouri tèr-la, ou bien fé manz ali par bann shien domi-sovaz.

Lé ga ! Mazine in kou, i gingn armont lo tan. Toudinkou, ni artrouv anou lané 1779, kan la aplik lo zizman. Kosa nou noré fé ? Nou nora été kontan, sansa sa noré fé mal anou ? Nou nora tranm avèk la pèr sansa nou nora dégobiyé afors lo spéktak n'ar dégoute anou. Lé dir pou savoir : nana si tèlman lontan é koméla i pans pi konm lontan kom zot i pé konprann.

Mazine in pé si Bernard téi tonm in vié famiy avèk nou ! Mazine in pé si bann tortirèr lo mor téi tonm famiy avèk nout vié famiy ? Nou noré tonm dakor èk in nafèr konmsa, sansa nou noré rod vanzé ? Finn'kont, sa in nafèr ni koné pa... Kèl kan nou nora shoizi ? I sète bann zésklav, sansa bann mètr ? Sète bann tortirèr sansa sète bann siplisyé ? Sète bann maron, bann révolté, sansa bann bouro ? Mi domann si nou na poin ankor, dann fon nout kèr, in blèsir rouvèr la pankor sikatrizé.

Zistoir la fini. : ziz zot mèm si l'ésklavaz té koul isi La Rényon dann tan la.

Justin